

L'Adresse—M. Clark

Le programme de restriction dont il parle a été écrit sur le dos de l'enveloppe; il peut être annulé par une autre enveloppe demain.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous avons proposé un programme de restriction bien différent. Nous réduirions les dépenses réelles et non seulement les programmes projetés. Notre programme de restriction aurait une orientation bien définie. Il viserait trois objectifs. D'abord, il réduirait le coût de l'administration gouvernementale.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: J'entends des cris de l'autre côté, monsieur l'Orateur. Nous adopterions une politique d'attrition qui n'exigerait aucun congédiement. Je comprends que cela ennuie les libéraux parce que c'est tellement nouveau. Aujourd'hui, le gouvernement congédie des fonctionnaires. Ce que nous proposons, c'est une politique d'attrition qui touchera naturellement tout d'abord l'ancien ministre de presque tout, le député temporaire de Verdun à l'Assemblée nationale du Québec, l'aspirant député de n'importe quelle circonscription qui accepterait de le recevoir. Il serait la première victime de notre programme de restriction en vue de réduire les frais de l'administration gouvernementale.

Notre deuxième objectif consisterait à faire en sorte que le gouvernement du Canada se retire des domaines où il n'a pas d'affaire, qu'il se retire des affaires urbaines...

Des voix: Bravo!

M. Clark: ... qu'il se retire de Petro-Canada et de la Société des transports du Nord Limitée.

L'un des aspects tout à fait étonnant, remarquable et digne de mention du programme de restriction du gouvernement, c'est qu'il est prêt à instaurer des programmes de restriction et à congédier des fonctionnaires, mais qu'il n'est pas disposé à se débarrasser de certains des jouets du premier ministre comme Petro-Canada.

Troisièmement, nous réduirions les coûts que le gouvernement doit assumer à cause du marasme économique dans le cadre de programmes comme le régime d'assurance-chômage qui coûtent très cher au gouvernement et au peuple du Canada.

[Français]

Monsieur l'Orateur, il nous faut une stratégie visant précisément à la création d'emplois. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration prétend qu'il y aura plus d'emplois que de travailleurs dans deux ans, c'est ridicule! Il sait très bien lui-même que c'est faux. A ce chapitre, j'ai également présenté au pays une proposition précise. Au lieu de dépenser 4.7 milliards de dollars cette année en prestations d'assurance-chômage afin de payer des Canadiens pour qu'ils ne travaillent pas, pourquoi ne pas utiliser la plus grande partie possible de cette somme et subventionner, comme je l'ai proposé, des emplois de sorte que les jeunes Canadiens et les Canadiennes en particulier soient en mesure d'acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires pour travailler.

Monsieur l'Orateur, il nous faut un schéma de développement économique global. Et il doit couvrir au moins la prochaine décennie. Ce gouvernement n'a aucune stratégie de développement économique. Ses négociations sont à Genève où ils participent à des discussions capitales en rapport avec le

[M. Clark.]

GATT et ils n'ont aucun cadre d'ensemble leur permettant de négocier en faveur des intérêts du Canada, ni aucune politique nationale pour appuyer leurs revendications.

Un gouvernement progressiste-conservateur regrouperait les partenaires économiques, comme nous l'avons fait cet été à Montebello, afin de tenir des discussions élaborées qui ne se termineraient pas avant l'obtention d'un consensus général ainsi que des décisions et des engagements concrets. J'ai déjà précisé des secteurs où les Canadiens occupent une place de choix et à partir desquels nous pouvons progresser, savoir, la construction navale et ses possibilités, nos connaissances dans les domaines du transport et des communications, nos vastes ressources énergétiques, et l'important marché de la machinerie lourde que représentent nos propres industries liées à nos ressources et qui, à l'heure actuelle, est presque totalement abandonné aux fournisseurs étrangers.

[Traduction]

Et enfin, s'il nous avait appartenu d'écrire le discours du trône, nous nous serions souciés tout d'abord de redonner plus de substance à la démocratie dans notre pays. A certains égards, le gouvernement actuel est tout simplement incompetent. A d'autres égards, il est profondément dangereux, à cause du mépris qu'il affiche, dans la pratique, pour les droits et les représentants des simples citoyens.

C'est le premier gouvernement dans l'histoire canadienne à avoir invoqué la loi sur les secrets officiels pour porter des accusations contre un journal. C'est le premier gouvernement dans l'histoire canadienne à avoir ordonné la tenue d'un procès secret. C'est le premier gouvernement dans l'histoire du parlementarisme britannique à avoir imposé la clôture pour modifier le Règlement de la Chambre—quand il a privé le Parlement du pouvoir de contrôler les dépenses. Il s'agit d'un gouvernement qui laisse les agents de police témoigner en public pour exiger ensuite que les membres du cabinet, convoqués devant la même commission, témoignent à huis clos dans la même affaire. Il a laissé le pouvoir passer aux mains d'une petite élite, et il retarde la tenue des élections quand il a des ennuis. La première chose à faire c'est de se débarrasser du gouvernement actuel.

● (1552)

Des voix: Bravo!

M. Clark: Mais il faut également prévoir un système de protection pour empêcher les gouvernements ultérieurs de commettre les mêmes erreurs. C'est pourquoi notre parti présenterait un bill prévoyant une liberté totale de l'information, sauf quelques rares exceptions bien précises, et un tribunal indépendant, pour résoudre tout conflit entre le gouvernement et les citoyens.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous redonnerions à l'opposition officielle, soit au premier ministre actuel ou à son successeur, la possibilité de désigner chaque année deux ministères dont le budget serait examiné sans limitation de temps afin que nous soyons tous prêts à subir ce genre d'examen.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous adopterions pour tous les ministères le concept du budget zéro afin qu'on puisse examiner les dépenses qui se présentent chaque année et pas seulement les nouvelles propositions. Nous présenterions une loi d'abrogation